

LiD Lives in Dignity GRANT FACILITY

Annexe 4 : Stratégie d'Allocation Spécifique pour 2022 - Fenêtres de Financement

1. Introduction

En 2022, trois fenêtres de financement seront lancées, couvrant trois situations de déplacement, dans le cadre d'un Appel à Propositions (CfP), au titre de la deuxième phase du Mécanisme de Subvention « Vivre Dignement ». Les situations de déplacement sélectionnées sont situées en Asie, en Amérique latine et en Afrique (une par région)¹.

2. Stratégie de Réponse et Principes d'Allocation

- La décision de lancer simultanément des CfP pour trois zones géographiques met **l'accent sur la nature globale du Mécanisme de Subvention « Vivre Dignement » (LiD)** et facilite l'échange des enseignements tirés et des bonnes pratiques entre les régions, en s'appuyant sur des contextes différents.

- Reconnaissant que tous les réfugiés et toutes les situations de déplacement forcés ont un besoin urgent de soutien, **le mécanisme de financement a organisé par deux phases de financement pour assurer la faisabilité en matière de gestion opérationnelle, et pour offrir un espace suffisant pour la réflexion et l'apprentissage**, contribuant ainsi à une plus grande valeur de ses actions. Après avoir mené à bien la Phase 1 en 2021, l'accent sera mis en 2022 sur le lancement de la Phase 2.

- Le déplacement forcé étant souvent un problème régional où de nombreuses personnes déracinées traversent les frontières internationales, **une approche régionale a été choisie pour traiter le problème**. Cela est également important du point de vue des solutions, permettant, par exemple, de soutenir des projets visant à faciliter les retours volontaires dans la sécurité et la dignité ou à promouvoir la migration professionnelle transfrontalière. Une approche régionale est également recommandée pour renforcer les synergies avec les plateformes régionales (IGAD, MIRPS, SSAR² et toute autre plateforme régionale supplémentaire qui pourrait être créée) qui sont soutenues par le deuxième volet de l'Action européenne « Vivre Dignement ».

- Dans la mesure du possible, les fenêtres de financement sont basées sur **une situation de déplacement spécifique** afin de concentrer les efforts du mécanisme de subvention, de réduire le champ d'application des CfP et de maximiser les bénéfices des fonds alloués. Une situation de déplacement est définie comme une situation particulière de déplacement forcé affectant plusieurs pays voisins.

¹ En raison des lignes directrices de l'ONU et de l'UE sur l'engagement avec le gouvernement, le Myanmar fait l'objet d'un CFP séparé.

² IGAD signifie Autorité Intergouvernementale pour le Développement en Afrique de l'Est, SSAR signifie Stratégie de Solutions pour les Réfugiés Afghans et MIRPS signifie Cadre Global de Protection et de Solutions Régionales pour l'Amérique centrale et le Mexique.

- Le raisonnement derrière la décision d'inclure une situation de déplacement dans la Phase 1 ou la Phase 2 a été **principalement façonné pour permettre d'inclure dès que possible une diversité d'aspects qui sont importants dans une perspective d'apprentissage - élément clé pour ce mécanisme mondial**. La mise en œuvre initiale devrait permettre de conseiller la programmation future.

- Le **financement exact alloué à chaque fenêtre de financement** est déterminé en fonction du montant que le Comité de Pilotage des Projets (CPP) justifie pour chaque situation de déplacement spécifique, en prenant en compte, entre autres, les allocations de fonds fournies par d'autres fonds/donateurs pour chaque situation de déplacement respective, les besoins spécifiques identifiés par l'UE, ses priorités institutionnelles et les recommandations des membres du Comité Consultatif.

- **Chaque subvention peut être comprise entre 500 000 EUR et 2 000 000 EUR**. Ces montants sont considérés comme suffisamment importants pour avoir un impact significatif, tout en permettant au mécanisme de subvention de distribuer les fonds disponibles à un large éventail d'acteurs dans diverses situations de déplacement. Avec ces montants, il est prévu d'accorder entre 2 et 8 subventions par fenêtres de financement.

3. Fenêtres de Financement pour 2022 - Phase 2 du Mécanisme de Subvention LiD

3.1. 1re Fenêtre de Financement - réponses axées sur le développement aux pays touchés à la fois par la situation de déplacement forcé du Myanmar et par les déplacements liés aux catastrophes naturelles et aux conditions climatiques : Bangladesh, Malaisie, Myanmar et Thaïlande

La situation de déplacement forcé au Myanmar présente de fortes dimensions combinées de modèles de déplacements prolongés, récurrents et de nouveaux déplacements, en raison de la violence, et des catastrophes. En ce qui concerne le Myanmar lui-même, la situation dans le pays provoque actuellement de nouveaux déplacements. Depuis le 1er février 2021, date à laquelle les militaires ont pris le pouvoir, 22 000 personnes ont traversé la frontière et sont devenues des réfugiés dans les pays voisins, et environ 235 000 personnes sont devenues des déplacés internes au Myanmar. Au total, le Myanmar compte environ 605 000 déplacés internes. Il s'agit principalement d'un pays d'origine pour les mouvements de réfugiés : environ 980 000 réfugiés et demandeurs d'asile vivent dans les pays voisins,³ et une partie dans des situations de réfugiés prolongées. Le pays est également confronté à des déplacements récurrents provoqués par des catastrophes naturelles, principalement en raison des inondations, des glissements de terrain et de l'érosion. En 2020, environ 50 000 personnes ont été déplacées en raison de catastrophes naturelles et 4 600 personnes étaient toujours déplacées fin 2020. La plupart des déplacements ont eu lieu pendant la saison des moussons.⁴ Les dernières inondations graves ont eu lieu à l'été 2021, et de grandes parties du pays ont été touchées.⁵

Quant aux pays voisins les plus touchés par la situation de déplacement forcé du Myanmar, à la fin de l'année 2020, la population totale relevant de la compétence du HCR était de 866 600 personnes au Bangladesh, de 577 800 personnes en Thaïlande et de 188 800 personnes en Malaisie⁶. Ainsi, il y a un total de 1 633 200 réfugiés, apatrides, déplacés internes ou rapatriés ayant besoin d'approches axées sur le développement. Toutes les personnes concernées au Bangladesh sont originaires du Myanmar⁷, tandis

³ [UNHCR. Myanmar Emergency - UNHCR Mise à jour régionale. Portail de données opérationnelles. novembre 2021](#)

⁴ [IDMC - Informations sur le pays: Myanmar, novembre 2021](#)

⁵ [UNHCR. Myanmar Emergency - UNHCR Mise à jour régionale. Portail de données opérationnelles. novembre 2021](#)

⁶ [UNHCR. Bureau Régional en charge de la Situation pour l'Asie et le Pacifique. novembre 2021](#)

⁷ [UNHCR. Global Focus: Bangladesh. novembre 2021](#)

qu'à la fin du mois de septembre 2021, la Malaisie comptait 154 800 réfugiés du Myanmar et la Thaïlande comptait 91 413 réfugiés du Myanmar en octobre 2021.⁸⁹

Ces quatre pays sont classés par le HCR comme pays d'origine ou d'asile pour les réfugiés du Myanmar en Situation de Réfugiés Prolongées. Une partie des réfugiés du Myanmar a fui vers le Bangladesh et la Thaïlande au début des années 90¹⁰. Les trois pays voisins sont également tous affectés par des situations de déplacement nouvelles et récurrentes. Par exemple, en 2020, 4 443 000 personnes au Bangladesh, 24 000 en Malaisie et 13 000 en Thaïlande ont été déracinées en raison de catastrophes¹¹. Les principales causes climatiques auxquelles sont confrontées les personnes déplacées sont les cyclones et les inondations, mais le Bangladesh et la Thaïlande comptent également un nombre considérable de personnes déplacées en raison de conflits et de violences. Le Bangladesh, l'un des pays les plus exposés aux catastrophes naturelles au monde, a également recours à un nombre considérable d'évacuations préventives.¹² Tous ces pays comptent également de nombreuses populations autochtones qui sont confrontées à des problèmes de droits fonciers, et beaucoup d'entre elles sont touchées par l'accaparement des terres, la déforestation, l'extraction de ressources à grande échelle et les expulsions¹³

Le déplacement forcé des personnes originaires du Myanmar s'inscrit dans un contexte plus large d'évolution rapide et de complexité des schémas migratoires mixtes en Asie du Sud-Est où les réfugiés et les migrants « irréguliers » empruntent des itinéraires similaires et font l'objet d'arrestations, de détentions, de déportations et d'exploitation¹⁴. Si le Bangladesh est principalement un pays d'origine des migrants, la Malaisie et la Thaïlande sont toutes deux concernées par d'importants flux entrants et sortants de migrants.¹⁵ Pour illustrer la complexité de la situation, certains réfugiés du Myanmar au Bangladesh s'engagent dans des voyages dangereux pour rejoindre d'autres pays proches.¹⁶

En raison de la multidimensionnalité de la dynamique des déplacements forcés, l'impact potentiel des projets visant à soutenir l'autosuffisance des populations touchées par le déplacement dans ces pays et les enseignements tirés du contexte des déplacements au Myanmar pourraient être particulièrement utiles pour de nombreuses situations de déplacement forcé dans le monde entier.

3.2. 2e Fenêtre de Financement - réponses dans les pays de la Corne de l'Afrique qui sont axées sur le développement et qui sont hautement pertinentes pour la situation des déplacements au Soudan - Soudan du Sud : Soudan du Sud, Soudan et Ouganda.

Ces trois États souffrent depuis des années de déplacements prolongés: tandis que l'Ouganda est classé comme pays d'asile en Situation de Réfugiés Prolongés par le HCR, le Soudan et le Soudan du Sud sont à la fois des pays d'origine et des pays d'asile¹⁷. En plus des mouvements prolongés et transfrontaliers, le Soudan et le Soudan du Sud sont également confrontés à des crises complexes et récurrentes de déplacés internes. Par exemple, à la fin de l'année 2020, le Soudan comptait 2 276 000 déplacés

⁸ [UNHCR. Aperçu des chiffres en Malaisie. novembre 2021](#)

⁹ [Le HCR en Thaïlande – HCR Thaïlande. novembre 2021](#)

¹⁰ [UNHCR. Tendances Mondiales – 2018](#)

¹¹ [IDMC. GRID 2021 | Rapport Mondial 2021 sur le Déplacement Interne](#)

¹² [IDMC. Profils Pays. novembre 2021](#)

¹³ [IWGIA. Profils de pays. novembre 2021](#)

¹⁴ [Mixed Migration Centre. Asie. novembre 2021](#)

¹⁵ [Éditorial : Migration en Asie et dans le Pacifique. Open Addition Journals. 2019](#)

¹⁶ [Mixed Migration Centre. Mise à Jour Trimestrielle sur la Migration Mixte : Asie. novembre 2021](#)

¹⁷ [UNHCR. Tendances Mondiales – 2018](#)

internes et le Soudan du Sud 1 436 000 déplacés internes en raison du conflit et de la violence. Ces quatre pays ont à la fois des déplacés internes en raison des conflits et des violences, et des déplacés internes dus à des catastrophes naturelles, principalement à la suite des inondations, mais aussi des sécheresses.¹⁸

Le Soudan du Sud, le Soudan et l'Ouganda doivent également tous faire face à de nouveaux déplacements. Selon l'IDMC, 443 000 personnes au Soudan du Sud, 454 000 personnes au Soudan et 40 000 personnes en Ouganda sont devenues des personnes déplacées en raison de catastrophes naturelles en 2020. Les chiffres pour les personnes déplacées en raison de conflits et de violences en 2020 étaient respectivement de 271 000 personnes au Soudan du Sud, de 79 000 personnes au Soudan et de 79 personnes en Ouganda¹⁹. En outre, l'Ouganda et le Soudan sont confrontés à un afflux important de réfugiés du Soudan du Sud : par exemple 73 584 personnes sont arrivées en Ouganda au cours des 9 premiers mois de l'année 2021²⁰. Au total, l'Ouganda comptait 933 089 réfugiés du Soudan du Sud et le Soudan en comptait 786 534 au 30 septembre 2021²¹.

La dynamique des déplacements forcés dans ces pays doit être analysée dans un contexte de flux migratoires (mixtes) plus large. Le Soudan, par exemple, est un « pays clé de transit et d'origine pour les réfugiés et les migrants qui voyagent à la fois sur la Route Centrale de la Méditerranéenne et sur la Route Orientale vers le Golfe arabe »²². Ces « flux migratoires mixtes incluent des réfugiés, des demandeurs d'asile, des migrants forcés, ainsi que des migrants qui sont motivés à se déplacer par de nombreux facteurs différents. »²³

Le Soudan et le Soudan du Sud ont été sélectionnés pour soutenir l'Initiative de Solutions régionale qui vise à « galvaniser le soutien international en faveur du rétablissement précoce et des besoins à plus long terme en matière de consolidation de la paix et de résilience de plus de sept millions de déplacés internes, de réfugiés et de rapatriés, ainsi que de leurs communautés d'accueil dans les deux pays ».²⁴ L'Ouganda a également été inclus, car c'est l'un des pays les plus avancés en matière d'approches axées sur le développement apportées aux déplacements forcés dans la région et permet aux réfugiés « d'utiliser des terres pour le logement et l'agriculture, de travailler et de se déplacer librement dans le pays ».²⁵

Cette sélection de pays vise également à maximiser les synergies avec les deux autres volets de l'Action européenne « Vivre Dignement ». La sélection du Soudan pourrait permettre d'explorer les synergies possibles avec le 2e volet de l'Action européenne, étant donné que le HCR réalise ses deux projets pilotes de renforcement des capacités en matière de préparation dans ce pays. Enfin, les trois pays sont également membres de l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD), ce qui permet d'envisager d'éventuelles synergies avec le volet de l'Action européenne « Vivre Dignement » qui se concentre sur le renforcement des plateformes de soutien régional.

L'apprentissage découlant des projets mis en œuvre sous cette fenêtre de financement, avec ces schémas de déplacement à multiples facettes et diverses initiatives régionales et nationales, pourrait être particulièrement utile pour de nombreuses situations de déplacement forcé dans le monde.

¹⁸ [IDMC. Profils Pays. novembre 2021](#)

¹⁹ [IDMC. Profils Pays. novembre 2021](#)

²⁰ [Aperçu régional de la population de réfugiés du Soudan du Sud](#)

²¹ [Aperçu régional de la population de réfugiés du Soudan du Sud](#)

²² [Mixed Migration Centre. Le Soudan à la croisée des chemins : Les conséquences migratoires mixtes du coup d'État militaire au Soudan. novembre 2021](#)

²³ [Mixed Migration Centre. Afrique de l'Est et Yémen. novembre 2021](#)

²⁴ [Déclaration Conjointe de l'IGAD, du HCR et des gouvernements du Soudan du Sud et du Soudan sur l'Initiative de Solutions pour 7 millions de personnes déplacées de force. octobre 2021](#)

²⁵ [UNHCR. L'Ouganda montre comment l'inclusion des réfugiés peut élever toute une société. mars 2021](#)

3.3. 3e Fenêtre de Financement - réponses axées sur le développement dans les pays fortement touchés par la situation de déplacement au Venezuela dans les Amériques : Aruba et Curaçao, la Colombie, la République dominicaine, l'Équateur et le Pérou.

Les pays fortement touchés par la situation de déplacement du Venezuela sont des contextes complexes où les déplacements internes et transfrontaliers, nouveaux et récurrents, s'entremêlent avec des migrations mixtes et où la crise s'aggrave en raison de la pandémie de COVID-19.

La situation de déplacement au Venezuela a poussé plus de 5,9 millions de réfugiés et de migrants vénézuéliens à quitter leur pays selon les données d'octobre 2021.²⁶ Les Vénézuéliens représentaient la deuxième plus grande population au monde de personnes déplacées par-delà les frontières en 2020.²⁷ Les trois premiers pays au monde où résident les Vénézuéliens sont la Colombie (plus de 1,74 millions), le Pérou (plus de 1,28 millions) et l'Équateur (482 897 personnes), selon les données d'octobre 2021.²⁸ Cependant, Aruba et Curaçao se classent aux 1er et 3e rangs mondiaux en ce qui concerne le nombre de personnes déplacées pour 1 000 habitants, avec 159 et 102 respectivement.²⁹ La République dominicaine est l'État des Caraïbes qui compte le plus grand nombre de Vénézuéliens : 115 283 personnes en octobre 2021.³⁰

Certains de ces pays rencontraient déjà une situation de déplacement complexe avant l'afflux de Vénézuéliens. Par exemple, la Colombie et l'Équateur sont également considérés comme des situations de réfugiés prolongées par le HCR³¹. La Colombie continue de déclarer le plus grand nombre de déplacés internes, avec 8,3 millions à la fin de l'année 2020 selon les statistiques gouvernementales, ce qui place le pays comme la plus grande situation de déplacés internes au monde³² incluant 4,922,000 personnes déplacées internes en raison des conflits et de la violence selon IDMC³³. Le Pérou compte également 60 000 déplacés internes liés aux conflits et à la violence.³⁴

La plupart des pays sont également confrontés à des déplacements nouveaux et récurrents liés à des catastrophes naturelles, principalement causés par des inondations et des ouragans pour les îles des Caraïbes (par exemple, 31 000 nouveaux déplacements en 2020 en raison de catastrophes naturelles). L'IDMC a noté qu'en Colombie, « les catastrophes soudaines, principalement les inondations causées par le phénomène La Niña et les ouragans Eta et Iota, ont provoqué 64 000 nouveaux déplacements en 2020. Les acquisitions de terres à grande échelle pour des projets de développement ont également déclenché des déplacements. »³⁵ En Colombie, les populations afro-colombiennes et indigènes sont particulièrement vulnérables aux déplacements forcés³⁶, tandis qu'au Pérou, la plupart des déplacés internes en raison des conflits et des violences sont des paysans autochtones des régions des Andes et de l'Amazonie.³⁷

²⁶ [R4V : Accueil, novembre 2021](#)

²⁷ [UNHCR, Tendances Mondiales des Déplacements Forcés – 2020](#)

²⁸ [R4v, Réfugiés et migrants du Venezuela, novembre 2021](#)

²⁹ [UNHCR, Tendances Mondiales des Déplacements Forcés – 2020](#)

³⁰ [R4v, Réfugiés et migrants du Venezuela, novembre 2021](#)

³¹ [UNHCR, Tendances Mondiales – 2018](#)

³² [UNHCR, Tendances Mondiales des Déplacements Forcés – 2020](#) La différence est due au fait que le HCR et le gouvernement indiquent le chiffre total cumulé dans le Registre des Victimes du Gouvernement, qui a commencé en 1985.

³³ [IDMC, GRID 2021 | Rapport Mondial 2021 sur le Déplacement Interne Displacement](#)

³⁴ [IDMC, Profils Pays, novembre 2021](#)

³⁵ [IDMC, Profils Pays: Colombie, novembre 2021](#)

³⁶ [IDMC, Profils Pays: Colombie, novembre 2021](#)

³⁷ [CIA factbook, Réfugiés et déplacés internes du Pérou - Questions transnationales, novembre 2021](#)

La crise des déplacements vénézuélienne s'inscrit dans un contexte plus large de migration mixte. Par exemple, des ressortissants de la République dominicaine, mais aussi de Cuba et d'Haïti, ainsi que d'Asie et d'Afrique, transitent par la Colombie et le Panama pour se rendre aux États-Unis et au Canada³⁸ Certains réfugiés et migrants vénézuéliens retournent également dans leur pays ou se dirigent vers une autre destination en raison de la perte de leurs moyens de subsistance dans le contexte de la pandémie de COVID-19. En outre, de nombreux Vénézuéliens qui sont arrivés à la frontière sud des États-Unis en 2021 vivaient auparavant dans des pays d'Amérique du Sud et ont poursuivi leur route en raison de l'impact socio-économique de la pandémie de COVID-19.³⁹

Étant donné que le Centre de Données Conjoint travaille également sur la crise vénézuélienne, se concentrer sur cette situation de déplacement permettrait de s'appuyer sur leur travail et de maximiser les synergies entre les 1er et 3e volets de l'Action européenne « Vivre Dignement ».

Les projets dans ces pays soutiendraient les personnes affectées par le déplacement sur la voie de l'autonomie et permettraient simultanément de produire des connaissances indispensables en matière de programmation dans un contexte complexe affecté par des déplacements nouveaux, récurrents et prolongés.

4. Conclusion

Une population importante de divers types de personnes déplacées ayant un besoin urgent d'approches orientées sur le développement qui favorisent des solutions holistiques et durables se trouvent dans des régions géographiques qui seront ciblées par ce second appel à propositions du mécanisme de financement Vivre Dignement. Bien que la complexité de telles situations de déplacement rende les programmes humanitaires et de développement difficiles, ceux-ci sont propices à l'apprentissage des enseignements tirés (bonnes pratiques, approches novatrices, etc) qui pourraient être utiles dans de nombreuses autres situations de déplacement dans le monde.

Les critères d'éligibilité et le champ thématique discutés dans la Stratégie Globale du Mécanisme de Subvention LiD sont applicables pour ce cycle de financement. Cet appel à propositions sera publié à la fin du mois de novembre 2021. Le montant prévu pour cette fenêtre de financement est d'environ 12 000 000 EUR.

³⁸ [Migration Data portal. Données sur les migrations en Amérique du Sud, novembre 2021](#)

³⁹ [Reliefweb. Bulletin Trimestriel sur les Migrations Mixtes en Amérique Latine et dans les Caraïbes - 2e Trimestre 2021 - \(République Bolivarienne du\) Venezuela, July 2021](#)